Études internationales

Cornevin, Marianne, *La République sud-africaine*. Paris, PUF, Coll. « Que sais-je? », no 463, 1982, 128 p.

Michel Houndjahoué

Volume 14, numéro 3, 1983

Le nouvel ordre industriel international

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701563ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701563ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Houndjahoué, M. (1983). Compte rendu de [Cornevin, Marianne, *La République sud-africaine*. Paris, PUF, Coll. « Que sais-je? », no 463, 1982, 128 p.] *Études internationales*, 14(3), 585–587. <https://doi.org/10.7202/701563ar>

questions qu'elle suscite. Malheureusement les failles de logique entre le premier chapitre et le deuxième et entre le deuxième et le troisième laissent le lecteur dans l'expectative.

Norma SALEM

Centre for Developing Area. Studies
Université McGill

ODÉN, Bertil. *The Macroeconomic Position of Botswana*. Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, Research Report No. 60, 1981, 84 p.

Dans ce rapport l'auteur se propose de revoir l'évolution économique du Botswana depuis son indépendance en 1966. Cette étude ressemble en plusieurs points à celle de Jan Isaksen. Cependant celle-ci s'attarde surtout à décrire et à commenter le cinquième plan quinquennal de développement économique mis au point par les autorités botswanniennes.

Après une brève introduction, l'auteur passe en revue (section 3) les principaux indicateurs macroéconomiques du Botswana: croissance économique, commerce extérieur, finances publiques et investissements. Il revoit aussi l'évolution des marchés monétaire et financier. Il conclut avec une analyse de la révision du revenu.

À la section 4, l'auteur passe en revue les différentes composantes du plan quinquennal construit autour des deux pôles de croissance du Botswana: l'élevage et les mines de nickel et de diamant. Odén, à juste titre, fait remarquer que ce plan continue de s'inscrire dans la ligne des plans précédents, négligeant encore une fois de s'attaquer vraiment aux problèmes du chômage et du sous-développement industriel. Pourtant ce sont des objectifs majeurs du plan.

Toutefois ce cinquième plan offre déjà, s'il se concrétise pleinement, des occasions d'améliorer les relations économiques et commerciales avec l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe.

À la section 5, Odén discute ensuite de la vulnérabilité et de la dépendance du Botswana par rapport à son puissant voisin l'Afrique du Sud. Cependant à la différence de Isaksen, Odén se concentre surtout sur les systèmes de transport qui sont en train d'être mis en place avec la collaboration des pays voisins. Les transports sont cruciaux pour le Botswana, encerclé par ses voisins et n'ayant pas d'accès direct à la mer. Néanmoins le Botswana dispose d'atouts importants lorsqu'il s'agit de négocier des ententes internationales avec les pays voisins. Les mêmes investisseurs étrangers investissent dans ces différents pays et font souvent pression sur ces gouvernements pour que des ententes entre ces pays soient conclues rapidement. Il en va souvent de l'intérêt de tous, malgré les divergences politiques, de négocier rapidement.

En résumé ce rapport économique sur le Botswana, comme celui de Isaksen, constitue une autre source précieuse sur cette économie mal connue, sinon par ses diamants. Ces études nous font pénétrer un peu plus dans la vie économique interne de ce pays et des problèmes difficiles qui restent à surmonter. Malgré le progrès économique très rapide depuis 1966, on ne peut conclure, je pense, que c'est un pays qui devrait être rayé de la liste des pays sous-développés comme le voudrait Isaksen. La pauvreté est encore immense en milieu rural. Pour les passionnés de développement ces deux études seront des acquis précieux.

Martin PERRON

Ministère d'État Science et Technologie, Ottawa

CORNEVIN, Marianne, *La République sud-africaine*. Paris, PUF, Coll. « Que sais-je? » no. 463, 1982, 128 p.

Dans un chapitre premier court et concis, l'auteur présente les grandes lignes du cadre géographique: situation, structure et relief, climatologie, grandes régions naturelles et hydrographie. Deux cartes illustrent ces différents thèmes.

Elle analyse ensuite les caractéristiques de l'économie sud-africaine: indépendance

énergétique, exceptionnelle richesse en minéraux, importantes ressources agricoles, industrie manufacturière en progrès, marché financier en croissance, commerce extérieur et investissements étrangers de plus en plus diversifiés et augmentation du nombre des partenaires commerciaux... Quelques statistiques au début du chapitre indiquent assez bien l'importance économique de ce pays: « Avec une population égale à 6% de celle de l'Afrique, elle représente 40% de la production industrielle, 70% et 66% des consommations d'électricité et d'acier, 45% du réseau téléphonique, 50% du trafic ferroviaire et plus de 50% des véhicules automobiles » p. 12.

Troisième producteur mondial de minerais après les États-Unis et l'URSS, le pays de l'apartheid institutionnalisé produit une gamme très variée de minerais (or, diamant) et de minéraux stratégiques (platine, chrome, manganèse). L'agriculture, la pêche et les forêts ne manquent pas de variétés. Elle a réussi à tirer le maximum de faibles possibilités naturelles dans plusieurs régions. La production agricole (maïs, sorgho, arachide, tournesol, pomme de terre) assure entièrement l'approvisionnement du pays à l'exception du thé, du café et du riz. L'élevage et la pêche tiennent une place de plus en plus croissante dans le commerce extérieur qui, en 1980, occupait la douzième place dans le classement des nations commerçantes en termes de volume total des échanges. L'industrie manufacturière fabrique la quasi-totalité de ses produits de grande consommation. Les principaux partenaires commerciaux sont le Royaume-Uni, la République Fédérale allemande, le Japon, la Suisse, la France et les États-Unis qui, depuis 1980, sont en voie de devenir le plus gros client. Plusieurs pays africains font partie du nombre des clients secondaires. Prétoria leur vend surtout des produits alimentaires; mais aussi des armes ont été vendues au Maroc et utilisées contre le Polisario.

En 1981, les Blancs représentaient 16% de la population totale, disposaient de 87% de la surface totale, recevaient entre 60 et 65% du revenu national et étaient seuls à avoir le droit de vote. Ces privilèges injustes sont seulement basés sur la couleur de la peau et

garantis par une constitution qui oppose Blancs-citoyens aux non-Blancs non citoyens.

Les Sud-africains métis et indiens ont en commun d'appartenir à un groupe intermédiaire entre les Blancs seuls autorisés à élire le Parlement national et la majorité noire qui ne dispose d'aucun droit. Les Métis sont en général chrétiens et peuvent changer de catégorie raciale. Ainsi par exemple, en 1980, la « Commission de groupes raciaux » siégeant annuellement a enregistré le passage de 133 Métis dans le groupe blanc et d'un Blanc dans le groupe métis. Quant aux Indiens, 800 000 environ en 1980, vivent surtout dans la région de Durban. Ils ont été admis à la citoyenneté sud-africaine en 1961 dans le cadre du développement séparé. Du point de vue du nombre, Blancs, Métis et Indiens sont iminoritaires par rapport aux Noirs. Ces derniers représentaient en 1980 près de 72% de la population totale. Au début de 1900, la population blanche vota une série de lois ayant pour objectif d'intégrer les Noirs dans l'économie blanche. L'une des plus importantes de ces lois fut la loi de ségrégation foncière de 1913. Dans la zone blanche, la loi interdisait aux Noirs tout achat de terre, ce qui a permis de limiter le nombre de paysans noirs ayant accès à la propriété terrienne. Ces différentes lois ont contribué à renforcer en Afrique du Sud la politique de l'apartheid.

Apartheid ou « développement séparé de chaque race dans la zone géographique qui lui est affectée » est à la base de la vie économique, politique, sociale et culturelle de la République sud-africaine. Les Blancs ont droit à tout et jouissent de toutes sortes d'avantage. Les non-Blancs ont le devoir d'être au service des premiers. Cette discrimination leur permet de contrôler la structure de l'emploi et des salaires, les syndicats, la vie culturelle et artistique des non-Blancs. Le niveau de l'enseignement reste pour les Noirs très inférieur à celui des autres groupes raciaux, surtout à celui des Blancs. L'apartheid politique vise à « conduire l'évolution politique des bantoustans jusqu'à l'indépendance finale, seule façon d'éviter que les Blancs ne soient pas gouvernés dans leur propre pays par les Noirs majoritaires » p. 92, d'où notamment la création d'États noirs indépendants (Transkei en 1981).

Cette politique raciste, discriminatoire et inhumaine est régie par des remparts juridiques et militaires: 49 lois raciales ont été votées entre 1910 et 1948, 151 autres entre 1948 et 1971. Le couvre-feu est toujours en vigueur pour les Noirs dans neuf grandes villes et 377 villes et villages, en général entre 22 heures et 5 heures du matin. Les lois sur la sécurité sont appliquées dans leur rigueur et entraînent d'importantes sanctions telles que le *banning order* et la peine de mort. La police et l'armée sont sans pitié pour tous ceux qui menacent les fondements de la République de l'apartheid.

Les relations de la République sud-africaine avec l'extérieur sont restées dans l'essentiel ambiguës. Qu'il s'agisse des pays de l'ouest ou de l'est, la plupart des gouvernements favorisent officieusement les échanges économiques tout en condamnant l'apartheid dans les instances internationales. Gardienne de la route du Cap et championne de l'anti-communisme, le bastion de l'apartheid reste un allié de plusieurs pays occidentaux contre l'expansion soviétique. En Afrique, la lutte contre la République raciste n'a pas souvent dépassé le stade des discours.

Si l'on tient compte de l'ensemble des cinq chapitres de ce livre, il ne fait aucun doute que l'auteur a fait un très bon travail de synthèse. On y trouve l'essentiel de ce que l'on doit savoir sur la République de l'apartheid.

Michel HOUNDJAHOUÉ

Consultant, CIAA
Montréal

MOYEN-ORIENT

REZUN, Miron. *The Soviet Union and Iran: Soviet Policy in Iran from the Beginnings of the Pahlavi Dynasty until the Soviet Invasion in 1941*. Genève-Alphen den Rijn, Institut Universitaire de Hautes Études Internationales, Sijthoff and Noordhoff, 1981, 437 p.

L'Iran est sans doute un des pays dont l'histoire politique, souvent mouvementée et toujours extrêmement confuse, présente le plus de difficultés pour le chercheur. L'étude de la politique soviétique n'est pas non plus particulièrement facile. La thèse de Miron Rezun est le résultat d'un énorme travail de recherche, à partir de documents en persan, en russe, en allemand, en anglais et en français qui apporte beaucoup d'éléments nouveaux d'informations et de compréhension sur la politique de ces deux pays pendant la période étudiée.

Quant aux objectifs de la politique extérieure soviétique, Rezun confirme ce que l'on savait déjà: l'idéologie y joue un rôle important dans les premières années suivant la révolution, et est très vite supplantée par des préoccupations de sécurité ou de puissance, voire, dans le cas des relations avec l'Iran, par la recherche d'avantages économiques immédiats. Plus intéressante est l'analyse qui est faite du mode d'opération de cette politique extérieure, et en particulier du rôle considérable qu'y jouent les agents secrets. L'utilisation des espions n'est d'ailleurs pas, en Iran, le fait des seuls Soviétiques, et les agents allemands et britanniques sont aussi des acteurs importants de l'histoire que nous raconte Rezun. On y apprend, par exemple, comment les services secrets soviétiques ont infiltré la hiérarchie épiscopale arménienne, et comment les services secrets britanniques manipulent les révélations d'un transfuge soviétique.

Du côté iranien, Rezun a tenté, sans doute plus qu'aucun autre chercheur avant lui, de démêler l'écheveau du processus de décision à Téhéran. Il montre le rôle central qu'a eu dans la définition et la mise en oeuvre de la